



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations classées**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 18 octobre 2023

Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n°PAIC-2023-0081 du 18/10/2023  
Portant prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation  
de l'incinérateur de déchets non dangereux exploité  
par le Syndicat Mixte du Lac d'Annecy (SILA)  
sur la commune de Chavanod.**

AIOT : 0006104565

VU la directive 2010/75/EU du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2010, dite directive « IED », relative aux émissions industrielles,

VU la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46,

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, modifié notamment par les arrêtés ministériels du 3 août 2010, du 18 décembre 2012 et du 7 décembre 2016, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,

VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux,

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au



titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013, portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive IED précitée,

VU le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées, ajoutant des rubriques spécifiques au champ d'application de la directive IED précitée,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 43,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC 2019-0095 du 23 juillet 2019 prescrivant la constitution de garanties financières au SILA pour l'exploitation de l'incinérateur de déchets non-dangereux dans son établissement industriel situé route du Champ de l'Ale sur le territoire de la commune de Chavanod,

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC-2023-0063 du 21 août 2023 autorisant et réglementant les activités d'incinération de déchets non dangereux, de déchetterie ainsi que les activités connexes exercées par le SILA dans son établissement industriel situé route du champ de l'Ale, sur la commune de Chavanod,

VU le courrier du 22 mars 2023 de Monsieur le Président du SILA sollicitant la modification des dispositions applicables à l'établissement de Chavanod précité concernant la zone de chalandise des déchets et la durée de stockage de balle de déchets sur site,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 26 septembre 2023,

VU la transmission du projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier recommandé avec accusé réception dans le cadre de la phase contradictoire en date du 17 juillet 2023,

VU l'absence observation de l'exploitant.

CONSIDÉRANT que l'extension sollicitée de la zone de chalandise à la région Auvergne-Rhône-Alpes, dans les conditions précisées dans la demande du 22 mars 2023 précitée, permettra d'augmenter la durée annuelle d'exploitation des installations de valorisation énergétique des déchets à leur niveau nominal et contribuera à la diminution du taux de déchets enfouis en région Auvergne-Rhône-Alpes,

CONSIDÉRANT que l'allongement de la durée de stockage des balles de déchets dans les conditions précisées dans la demande du 22 mars 2023 précitée permettra au SILA de traiter les déchets arrivant pendant les périodes de forte activité ou pendant les arrêts techniques et d'éviter leur détournement vers d'autres installations,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2023-0063 du 21 août 2023 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### **« 3.2.1 – Provenance des déchets**

3.2.1.1 – Zone de chalandise : les déchets autorisés à être incinérés proviennent prioritairement des communes adhérentes au SILA et, selon les disponibilités, d'autres producteurs :

- du reste du département de la Haute-Savoie,
- de la région Auvergne-Rhône-Alpes dans une limite de 30 000 tonnes par année civile,

sous réserve du respect des dispositions du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) applicable.

Les Combustibles Solides de Récupération (CSR) du Syndicat des Déchets Ardèche Drôme (SYTRAD), ne pourront être traités dans l'installation que jusqu'au 31 décembre 2030.

3.2.1.2 – Interdépannages : en cas d'arrêt provisoire d'une installation d'incinération ou d'une installation de stockage de déchets située au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la réception de déchets en provenance de ces installations est autorisée sous réserve de l'accord préalable de l'administration. »

### **ARTICLE 2**

Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral PAIC-2023-0063 du 21 août 2023 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### **« 3.2.4 – Stockage des déchets sous forme de balles**

3.2.4.1 – Les ordures ménagères ne pourront être stockées qu'en balles, dans la partie est du bâtiment de 1 000 m<sup>2</sup> dédié à ce stockage et aux activités de déchetterie, sur une surface maximale de 500 m<sup>2</sup>. Le volume maximal de stockage sera de 2 000 m<sup>3</sup>. La durée maximale de stockage des balles sera de 4 mois. Les déchets mis en balle devront avoir fait l'objet, préalablement à l'opération, d'un enregistrement vidéo en application des dispositions de l'article D. 541-48-1 du code de l'environnement.

3.2.4.2 – L'exploitant devra préalablement informer le Préfet de chaque campagne de stockage en balles d'ordures ménagères. Cette information sera accompagnée des raisons nécessitant l'opération, de son calendrier prévisionnel et de la quantité de déchets concernée. Toute modification de ces éléments durant l'opération sera également portée à la connaissance du Préfet.

3.2.4.3 – Si pour des raisons exceptionnelles l'exploitant souhaitait poursuivre le stockage des balles au-delà de la durée de 4 mois, stocker un volume de balles supérieur à 2 000 m<sup>3</sup> ou réaliser ce stockage à l'extérieur du bâtiment dédié, il devrait, au moins trois jours avant le début de la fabrication des balles, en faire la demande motivée au Préfet qui statuerait par courrier.

3.2.4.4 – L'enveloppe des balles de déchets sera constituée de matériaux traités contre les effets des rayons ultra-violet, suffisamment résistants et épais pour garantir leur intégrité et leur étanchéité lors des phases de manipulations et de stockage, afin notamment de ne pas être à l'origine d'émissions d'odeurs gênantes. Le film utilisé pour l'emballage devra comprendre au moins 6 couches d'épaisseur.

3.2.4.5 – La presse à balles sera équipée d'une commande de coupure générale de l'alimentation électrique, facilement identifiable et accessible aux services de secours.

3.2.4.6 – Les balles seront stockées dans des conditions permettant de garantir à tout moment la stabilité mécanique du stockage. Les règles et les conditions de manutention devront également garantir la stabilité mécanique du stockage.

3.2.4.7 – Il sera interdit de déposer des balles sur les aires de circulation et de stationnement ou dans des conditions susceptibles de s'opposer à l'évolution des véhicules et engins de secours en cas de sinistre.

3.2.4.8 – Un engin de manutention sera tenu à la disposition des services de secours afin de permettre à ces derniers, en cas d'incendie, d'intervenir sur le stock de balles afin de limiter la progression du feu.

3.2.4.9 – Un contrôle visuel de l'état des balles stockées sera effectué quotidiennement.

3.2.4.10 – Toute balle percée ou détériorée sera, dans les meilleurs délais, reconditionnée, incinérée ou stockée dans la fosse de l'usine ou encore évacuée vers un centre de traitement extérieur.

3.2.4.11 – Pour chaque campagne de stockage en balles des ordures ménagères, il sera consigné dans un ou plusieurs registres tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans :

- le nombre de balles fabriquées, stockées sur le site, incinérées et, le cas échéant le volume des déchets acheminés dans une autre installation, ainsi que les tonnages estimatifs correspondants,
- tout incident ou anomalie survenant lors de la mise en balles des déchets, de leur stockage ou de leur manutention. »

La comptabilisation des balles produites et des balles incinérées sera tenue à jour de façon quotidienne et l'exploitant devra connaître à la fin de chaque journée le nombre de balles stockées sur le site.

### **ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET RECOURS**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### **ARTICLE 4 : PUBLICITÉ**

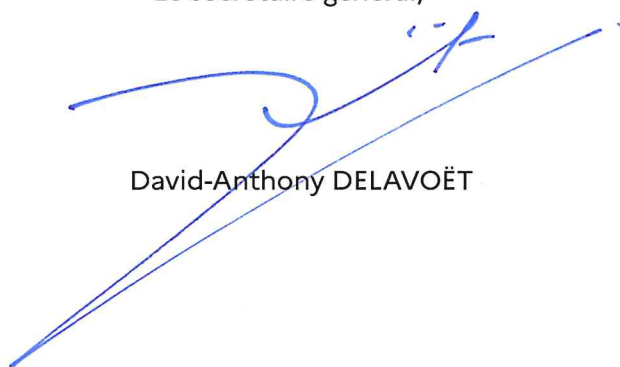
Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Chavanod et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché à la mairie pendant un mois par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

#### **ARTICLE 5 : APPLICATION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture et dont une copie est notifiée à monsieur le maire de Chavanod.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT